

ANEVIA
Société anonyme
Capital social : 177.560,90 euros
Siège social : 79, rue Benoit Malon - 94250 Gentilly
448 819 680 RCS Créteil
(la « **Société** »)

FORMULAIRE DE VOTE A DISTANCE OU PAR PROCURATION
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE CONVOQUEE
LE 18 MAI 2017 A 9 HEURES 30,
Dans les locaux de la Société au 79, rue Benoît Malon à Gentilly

Nom, prénom/Dénomination sociale : _____

Adresse /Siège social : _____

Nombre d'actions : _____ au porteur* au nominatif*

*(cochez la case correspondant à votre situation)

CHOISISSEZ 1 ou 2 ou 3 EN COCHANT LA CASE CORRESPONDANTE

Important : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions et précisions en pages 4 et 5 du présent formulaire.

| | |
|----------|--|
| 1 | PROCURATION SANS INDICATION DE MANDATAIRE |
|----------|--|

Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale.

Reportez-vous à la partie 4, page 3 pour dater et signer sans remplir les parties 2 et 3.

VOTE PAR CORRESPONDANCE

| RESOLUTIONS | VOTE FAVORABLE ** | VOTE DEFAVORABLE ** | ABSTENTION ** |
|-------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| PREMIERE RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DEUXIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| TROISIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| QUATRIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CINQUIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| SIXIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| SEPTIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| HUITIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| NEUVIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DIXIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| ONZIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DOUZIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| TREIZIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| QUATORZIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| QUINZIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| SEIZIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DIX-SEPTIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DIX-HUITIEME RESOLUTION | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

(Cocher une case par ligne puis dater et signer en partie 4, page 3)**

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée* :**

- Je donne procuration au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom
- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote négatif)
- Je donne procuration à :

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

de voter en mon nom.

***** (Cocher la case correspondant à votre choix puis préciser si nécessaire les nom, prénom et adresse de votre mandataire et dater et signer en partie 4, page 3)**

3

PROCURATION A UNE PERSONNE DENOMMEE

Je donne procuration à :

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

pour me représenter à l'assemblée générale.

Dater et signer en partie 4 ci-dessous - ne pas utiliser les parties 1 et 2.

4

A _____

LE _____

Nom :

Prénom :

Qualité :

Personne morales actionnaires : préciser ci-dessus l'identité du représentant - si le représentant de la personne morale n'est pas le représentant légal, joindre au formulaire un pouvoir de représentation.

SIGNATURE :

PRECISIONS

Indiquez vos nom, prénom et adresse ou dénomination sociale et adresse du siège social en majuscules d'imprimerie.

Le présent formulaire peut être utilisé pour chaque résolution soit pour un vote par correspondance soit pour un vote par procuration.

Au cas où les parties 2 et 3 seraient utilisées simultanément, la Société considérerait votre réponse comme étant une procuration, sous réserve des votes exprimés dans le formulaire par correspondance.

Pour les amendements et les résolutions nouvelles éventuellement présentés à l'assemblée, cochez la case de votre choix dans le cadre prévu à cet effet.

Signature :

Pour les personnes morales, indiquez les nom, prénom et qualité du signataire en partie 4.

Si le signataire n'est pas lui-même actionnaire (ex. : administrateur légal, tuteur, etc.), il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe en partie 4.

Les formulaires de vote à distance, accompagnés de leurs annexes, ne seront pris en compte qu'à la condition d'être parvenus, complets, à la Société (Anevia – Service Actionnaires – 79, rue Benoît Malon - 94250 Gentilly), au moins trois (3) jours avant la date de l'assemblée soit le **15 mai 2017** au plus tard et être accompagnés des copies des pièces d'identité requises (celle de l'actionnaire personne physique ou du représentant de l'actionnaire personne morale et, dans le cas d'un pouvoir à un représentant dénommé, celle de son mandataire) et, en outre, pour ceux provenant des actionnaires au porteur, d'une attestation de participation émise par l'intermédiaire bancaire ou financier.

Les formulaires de procuration, accompagnés de leurs annexes, ne seront pris en compte qu'à la condition d'être parvenus, complets, à la Société (Anevia – Service Actionnaires – 79, rue Benoît Malon - 94250 Gentilly), au moins trois (3) jours avant la date de l'assemblée soit le **15 mai 2017** au plus tard et être accompagnés des copies des pièces d'identité requises (celle de l'actionnaire personne physique ou du représentant de l'actionnaire personne morale et, dans le cas d'un pouvoir à un représentant dénommé, celle de son mandataire) et, en outre, pour ceux provenant des actionnaires au porteur, d'une attestation de participation émise par l'intermédiaire bancaire ou financier.

IMPORTANT : INSTRUCTIONS D'ORDRE GENERAL

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée générale, l'actionnaire peut :

- **soit renvoyer le formulaire sans indiquer de mandataire**, c'est-à-dire donner pouvoir au Président de l'assemblée qui émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. *Si vous choisissez le cadre 1 ne faites rien d'autre que cocher le numéro 1 et datez et signez dans le cadre 4 page 3.*
- **soit voter par correspondance** : vous choisissez le cadre 2 ; dans ce cas, cochez le numéro 2 et exprimez votre vote par *VOTE FAVORABLE*, *VOTE DEFAVORABLE* ou *ABSTENTION* en cochant une case par ligne et datez et signez dans le cadre 4 page 3.
- **soit se faire représenter** par un autre actionnaire, son conjoint, le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou toute personne physique ou morale de son choix. *Si vous choisissez le cadre 3, cochez le numéro 3 et indiquez sous le cadre 3 le nom de la personne qui vous représentera et datez et signez dans le cadre 4, page 3.*

SELON LA REGLEMENTATION, S'ABSTENIR EQUIVAUT A VOTER "NON". De même, selon cette réglementation, ne pas indiquer de sens de vote équivaut à voter "NON".

Justification de votre qualité d'actionnaire (article R. 225-85 du Code de commerce) :

- si vos actions sont inscrites en compte directement chez la Société (nominatif pur ou administré) vous n'avez aucune démarche à faire pour apporter cette preuve ;
- si vos actions sont inscrites en compte chez un intermédiaire bancaire ou financier, demandez à celui-ci de vous remettre l'attestation de participation qu'il conviendra impérativement de joindre au formulaire de vote.

L'ordre du jour et le texte des résolutions (annexe 2), l'exposé des motifs des résolutions (annexe 3), la demande d'envoi de documents (annexe 4), le tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices sociaux (annexe 5), ainsi qu'un exposé sommaire de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 (annexe 6), figurent en annexe à la présente formule ci-après.

ANNEXE 1

CODE DE COMMERCE (EXTRAITS)

Article L. 225-106 du Code de commerce

I.-Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix :

1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;

2° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation soumis aux dispositions du II de l'article L. 433-3 du code monétaire et financier dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.

II.-Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

III.-Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.

Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société.

Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71.

Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Article L. 225-106-1 du Code de commerce

Lorsque, dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas du I de l'article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.

Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :

1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;

2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;

3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;

4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 233-3.

Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.

Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.

La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Article L. 225-106-2 du Code de commerce

Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225-106, rend publique sa politique de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Article L. 225-106-3 du Code de commerce

Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième à septième alinéas de l'article L. 225-106-1 ou des dispositions de l'article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.

Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non-respect des dispositions de l'article L. 225-106-2.

Article L. 225-107 du Code de commerce

I. Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret

en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

II. Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Article R. 225-77 du Code de Commerce

La date après laquelle il ne sera plus tenu compte des formulaires de vote reçus par la société ne peut être antérieure de plus de trois jours à la date de la réunion de l'assemblée, sauf délai plus court prévu par les statuts. Toutefois, les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la société jusqu'à la veille de la réunion de l'assemblée générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris.

Les formulaires de vote par correspondance reçus par la société

comportent : 1° Les nom, prénom usuel et domicile de l'actionnaire ;

2° L'indication de la forme, nominative ou au porteur, sous laquelle sont détenus les titres et du nombre de ces derniers, ainsi qu'une mention constatant l'inscription des titres soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du code monétaire et financier. L'attestation de participation prévue à l'article R. 225-85 est annexée au formulaire ;

3° La signature, le cas échéant électronique, de l'actionnaire ou de son représentant légal ou judiciaire. Lorsque la société décide, conformément aux statuts, de permettre la participation des actionnaires aux assemblées générales par des moyens de communication électronique, cette signature électronique peut résulter d'un procédé fiable d'identification de l'actionnaire, garantissant son lien avec le formulaire de vote à distance auquel elle s'attache.

Le formulaire de vote par correspondance adressé à la société par une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

ANNEXE 2

**ORDRE DU JOUR ET PROJETS DE RESOLUTIONS QUI SERONT SOUMIS AU VOTE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DU 18 MAI 2017**

ORDRE DU JOUR

A titre ordinaire :

- Lecture du rapport financier annuel, incluant le rapport de gestion, établi par le conseil d'administration
- Lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016
- Lecture des rapports complémentaires du conseil d'administration et des commissaires aux comptes
- Approbation des comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, approbation des charges non déductibles et, quitus au président directeur général et aux administrateurs de la Société
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016
- Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société aux fins de permettre le rachat d'actions de la Société dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce

À titre extraordinaire :

- Lecture du rapport établi par le conseil d'administration
- Lecture des rapports des commissaires aux comptes
- Fixation de franchissements de seuils statutaires et modifications corrélatives de l'article 11 (*Franchissement de seuils*) des statuts de la Société
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public de titres financiers
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions dans le cadre d'une offre au profit notamment d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à des

augmentations de capital réservées aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, conformément à l'article L.225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce

- Autorisation à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre et d'attribuer des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « **BSPCE** ») au profit d'une catégorie de personnes
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSPCE au profit des bénéficiaires désignés par le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 163 bis G du Code général des impôts
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions de la Société (les « **BSA** »), avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSA, au profit d'une catégorie de personnes composées des mandataires sociaux, et de certains prestataires, de la Société et de salariés des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233.-3 du Code de commerce
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions remboursables (les « **BSAR** ») avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par voie d'annulation d'actions de la Société dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions
- Pouvoirs pour les formalités.

A titre ordinaire :

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, approbation des charges non déductibles et, quitus au président directeur général et aux administrateurs de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise :

- (i) du rapport financier annuel, incluant le rapport de gestion établi par le conseil d'administration ; et
- (ii) du rapport des commissaires aux comptes certifiant les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016,

approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés le 31 décembre 2016, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, l'assemblée générale prend acte qu'aucune dépense et charge visée à l'article 39-4 dudit Code n'a été engagée au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, l'assemblée générale donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 quitus de leur gestion

au président directeur général et aux administrateurs de la Société.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport financier annuel, incluant le rapport de gestion, établi par le conseil d'administration,

approuve la proposition du conseil et, après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 font apparaître un bénéfice net de 110.501 €, décide de l'affecter en totalité au compte « Report à nouveau » qui, après cette affectation, reste débiteur pour un montant de 14.544.898 €.

L'assemblée générale constate, du fait de cette affectation, que les capitaux propres de la Société restent négatifs et s'élèvent à – 767.090 €.

Conformément à la loi, l'assemblée générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

TROISIEME RESOLUTION

Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport financier annuel, incluant le rapport de gestion, établi par le conseil d'administration ; et
- (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce,

et statuant sur ces rapports :

- prend acte qu'aucune convention nouvelle visée à l'article L.225-38 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ; et
- prend acte qu'aucune convention antérieurement conclue et autorisée ne s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

QUATRIEME RESOLUTION

Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société aux fins de permettre le rachat d'actions de la Société dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration,

Conformément au Règlement européen 2273/2003 du 22 décembre 2003 et aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce,

1. Autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à acheter ou à faire acheter par la Société, en une ou plusieurs fois, ses propres actions, dans la limite d'un nombre d'actions n'excédant pas 10% du capital social de la Société (à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la date de la présente assemblée générale).
2. Décide que les actions de la Société, dans les limites ci-dessus fixées, pourront être rachetées en vue de les affecter à l'une des finalités suivantes :
 - l'annulation en tout ou partie des actions ainsi rachetées, sous réserve de l'adoption de la dix-septième résolution ci-après ; ou
 - l'animation du marché ou la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ; ou
 - l'attribution ou la cession d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions légales et réglementaires ou la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ou de tout plan d'actionnariat salarié dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment les articles L.3332-18 et suivants du Code du travail ; ou
 - la remise d'actions à titre d'échange, de paiement ou autre, dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou
 - la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce ; ou
 - la mise en œuvre de tout plan d'attribution gratuite d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
 - la remise d'actions à l'occasion de l'exercice de tout droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ; ou
 - de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être autorisée par l'AMF, et plus généralement de réaliser toute opération conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat d'actions s'élève à 2.000.000 euros, étant rappelé que le nombre d'actions que la Société peut acheter pendant la durée dudit programme ne peut excéder 10% des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la date de la présente assemblée.

Ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens et notamment sur le marché ou de gré à gré par bloc d'actions ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés ou optionnels. Ces opérations pourront intervenir à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, y compris en période d'offre publique, sous réserves des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Il est précisé (i) qu'un montant maximum de 5% des actions composant le capital social de la Société pourra être affecté en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement, ou en échange, dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou apport, et (ii) qu'en cas d'acquisition dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% du montant du capital social mentionnée ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de la présente autorisation.

Le prix maximum d'achat par la Société de ses propres actions ne devra pas excéder 10 euros par action (hors frais d'acquisition). Il est précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté par

un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social avant l'opération et ce nombre après l'opération.

3. Délègue au conseil d'administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, de division, de regroupement de titres, d'attribution gratuite d'actions, et de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster les prix d'achat et de vente susvisés afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.
4. Donne tout pouvoir au conseil d'administration, sous réserve du strict respect des textes légaux et réglementaires, avec faculté de subdélégation afin de :
 - juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat ;
 - déterminer les conditions et modalités du programme de rachat dont notamment le prix des actions achetées ;
 - d'effectuer par tout moyen l'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions, passer tous ordres en bourse ;
 - affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables ;
 - conclure tout accord en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et tout autre organisme, remplir toutes formalités ;
 - établir et publier le communiqué d'information relatif à la mise en place du programme de rachat ;
 - fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour exécuter et mettre en œuvre la présente décision.
5. Décide que l'autorisation est valable pour une durée maximum de dix-huit (18) mois à compter du jour de la présente assemblée générale et annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Le conseil d'administration donnera aux actionnaires réunis en assemblée générale annuelle, dans le rapport prévu à l'article L.225-100 du Code de commerce et conformément à l'article L.225-211 du Code de commerce, les informations relatives à la réalisation des opérations d'achat d'actions autorisées par l'assemblée générale, notamment le nombre et le prix des actions ainsi acquises, le volume des actions utilisées.

A titre extraordinaire :

CINQUIEME RESOLUTION

**Fixation de franchissements de seuils statutaires et modifications corrélatives de l'article 11
(Franchissement de seuils) des statuts de la Société**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport établi par le conseil d'administration, décide

1. d'introduire dans les statuts de la Société une obligation pour les actionnaires de déclarer à l'émetteur les franchissements de seuils de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 1/3, 2/3, et 90% de son capital ou de ses droits de vote sous peine de voir les titres privés de leurs droits de vote ; et
2. de modifier corrélativement l'article 11 des statuts de la Société, désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 11 – FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir ou cesse de détenir, de quelque manière que ce soit, au sens des articles L.233-7 et suivants du livre II du Code de commerce, un nombre d'actions de la Société représentant plus de 2,5 %, 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 1/3, 2/3, et 90% du capital ou des droits de vote, doit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans un délai de quatre (4) jours de bourse à compter du franchissement de seuils informer la Société du nombre total d'actions ou de titres donnant accès à terme au capital ainsi que du nombre de droits de vote qu'elle détient, seule ou indirectement ou encore de concert.

En cas de non-respect de cette obligation d'information et à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital ou des droits de vote au moins égale à la plus petite fraction du capital dont la détention doit être déclarée, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par les dispositions du Code de commerce.

En outre, conformément aux règles Alternext, la Société rendra public le franchissement à la hausse ou à la baisse, dans les conditions prévues aux articles L.233-7 et suivants du livre II du Code de commerce, par toute personne, des seuils de participation représentant 50 % ou 95 % du capital ou des droits de vote, dans un délai de quatre (4) jours de bourse suivant celui où elle en a connaissance. »

SIXIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport établi par le conseil d'administration et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.225-130 du Code de commerce :

1. Délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'émission de titres de capital nouveaux ou d'élévation du montant du capital social ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés.
2. Décide que le montant maximum des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées à ce titre ne pourra dépasser soixante-sept mille (67.000) euros, étant précisé que le montant maximum global des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation et de celles conférées en vertu des septième, huitième, et onzième résolutions

de la présente assemblée est fixé, conformément au 2^{ème} paragraphe de la septième résolution, à soixante-sept mille (67.000) euros.

3. En cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation de compétence, délègue à ce dernier tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet de fixer les conditions d'émission et de souscription et notamment de :

- fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre de titres de capital nouveaux à émettre et/ou dont le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les titres de capital nouveaux porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du montant du capital social portera effet ;
- décider, en cas de distributions de titres de capital gratuits que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation ;
- de procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions ou de titres de capital, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- de constater la réalisation de chaque augmentation de capital et de procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- à sa seule initiative, imputer les droits, droits et honoraires de toute émission sur le montant de la prime d'émission y afférentes et prélever sur ladite prime les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du montant du capital social de la Société ; et
- d'une manière générale, de passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

4. Fixe à vingt-six (26) mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente résolution, étant rappelé qu'elle annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

SEPTIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport établi par le conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment de l'article L.225-129-2 dudit Code, et aux dispositions des articles L.225-132 et L.228-91 et suivants dudit Code :

1. Délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions (à l'exclusion des actions de préférence) et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société (qu'il s'agisse d'actions nouvelles ou existantes), émises à titre onéreux ou gratuit, régies par les articles L.228-91 et suivants du Code de commerce, étant précisé que la souscription des actions et des autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues à l'encontre de la Société .
2. Décide de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal maximum des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à soixante-sept mille (67.000) euros, étant précisé que le montant maximum global des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation et de celles conférées en vertu des sixième, huitième, et onzième résolutions de la présente assemblée est fixé à soixante-sept mille (67.000) euros ;
 - à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant des augmentations du capital social résultant des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - le montant nominal maximum des valeurs mobilières composées donnant accès par tous moyens au capital de la Société susceptibles d'être émises immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à sept millions (7.000.000) d'euros, étant précisé que le montant maximum global desdites valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et de celles conférées en vertu des huitième, et onzième résolutions de la présente assemblée est fixé à sept millions (7.000.000) d'euros.
3. Fixe à vingt-six (26) mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente résolution, étant précisé qu'elle annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.
4. En cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation :
 - décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors possédées par eux ;

- prend acte du fait que le conseil d'administration a la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible ;
- prend acte du fait que la présente délégation de compétence emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit immédiatement ou à terme ;
- prend acte du fait que, conformément à l'article L.225-134 du Code de commerce, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital décidée en application de la présente délégation, le conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
 - répartir librement tout ou partie des actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont l'émission a été décidée mais n'ayant pas été souscrites ;
 - offrir au public tout ou partie des actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital non souscrites ;
- décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes, étant précisé que le conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

5. Décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :

- décider l'augmentation de capital et déterminer les valeurs mobilières à émettre ;
- décider le montant de l'augmentation de capital, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;
- déterminer les dates et modalités de l'augmentation de capital, la nature, le nombre et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ; fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé) et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; le cas échéant, ces titres pourraient être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créance, ou prévoir la faculté pour la Société d'émettre des titres de créance (assimilables ou non) en paiement d'intérêts dont le versement aurait été suspendu par la Société ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- déterminer le mode de libération des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre immédiatement ou à terme ;
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des valeurs mobilières déjà émises par la Société) attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant

accès au capital à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;

- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

6. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

HUITIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public de titres financiers

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport établi par le conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 à L.225-129-6, L.225-135, L.225-136, et L.228-91 à L.228-97 du Code de commerce :

1. Délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, à l'époque ou aux époques qu'il fixera et dans les proportions qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public de titres financiers, d'actions (à l'exclusion des actions de préférence) et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société (qu'il s'agisse d'actions nouvelles ou existantes), émises à titre onéreux ou gratuit, régies par les articles L.228-91 et suivants du Code de commerce, étant précisé que la souscription des actions et des autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces,

soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues à l'encontre de la Société ;

2. Décide de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal maximum des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à soixante-sept mille (67.000) euros, étant précisé que le montant maximum global des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation et de celles conférées en vertu des sixième, septième, et onzième résolutions de la présente assemblée est fixé, conformément au 2^{ème} paragraphe de la septième résolution, à soixante-sept mille (67.000) euros ;
 - le montant nominal maximum des valeurs mobilières composées donnant accès par tous moyens au capital de la Société susceptibles d'être émises immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à sept millions (7.000.000) d'euros, étant précisé que le montant maximum global desdites valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et de celles conférées en vertu des septième, et onzième résolutions de la présente assemblée est fixé, conformément au 2^{ème} paragraphe de la septième résolution, à sept millions (7.000.000) d'euros ;
 - à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès au capital.
3. Fixe à vingt-six (26) mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente résolution, étant rappelé qu'elle annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.
4. Décide de supprimer, sans indication de bénéficiaire, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres, soient aux actions ordinaires, toute valeur mobilière donnant, par tous moyens, directement ou indirectement, accès au capital social de la Société, et tous titres de créance, pouvant être émis en application de la présente résolution.
5. Prend acte du fait que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée.
6. Prend acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières donneront droit.
7. Décide :
 - conformément à l'article L.225-136 2° du Code de commerce, que le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois

dernières séances de bourse sur le marché Alternext d'Euronext à Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital éventuellement diminuée d'une décote maximum de 20%, après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance ;

- que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel la conversion, le remboursement ou généralement la transformation, de chaque valeur mobilière donnant accès au capital pourra donner droit seront tels que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent.
8. Décide que les actions nouvelles émises au titre des augmentations de capital seront complètement assimilées aux actions ordinaires anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales de la Société.
9. Précise que les opérations visées dans la présente résolution pourront être effectuées à tout moment, y compris en cas d'offre publique sur les titres de la Société.
10. Décide que le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
- décider l'augmentation de capital et déterminer les valeurs mobilières à émettre ;
 - décider, dans le cadre des limites posées par la présente résolution, le montant de l'augmentation de capital, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;
 - déterminer les dates et modalités de l'augmentation de capital, la nature, les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, en compris notamment, en cas d'émission d'obligations ou de tout titre de créance, de leur durée, taux d'intérêt, de leur éventuel caractère subordonné ;
 - déterminer le mode de libération des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre immédiatement ou à terme ;
 - fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;
 - fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;
 - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux titres émis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
 - à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions,

de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris par voie d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

11. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

NEUVIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions dans le cadre d'une offre au profit notamment d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire de financier

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport établi par le conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-135, et L.225-136 dudit Code, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants dudit Code :

1. Délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, par une offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier (c'est-à-dire à un placement dit « privé » auprès soit d'investisseurs qualifiés, soit d'un cercle restreint d'investisseurs non qualifiés, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société sans indication de bénéficiaires), soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, par l'émission d'actions (à l'exclusion des actions de préférence) ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société (qu'il s'agisse d'actions nouvelles ou existantes), émises à titre onéreux ou gratuit, régies par les articles L.228-91 et suivants du Code de commerce, étant précisé que la souscription des actions et des autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances, ou, dans les mêmes conditions, pour décider l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance régies par les articles L.228-91 et suivants du Code de commerce.

2. Décide de fixer comme suit les limites des montants des augmentations de capital autorisées en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation :
 - le montant nominal maximum des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à soixante-sept mille (67.000) euros, étant précisé que ce montant ne s'imputera pas sur le montant du plafond global de soixante-sept mille (67.000) euros, prévu au paragraphe 2 de la septième résolution ni, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à ladite résolution pendant la durée de validité de la présente résolution ;
 - le montant nominal maximum des valeurs mobilières composées donnant accès par tous moyens au capital de la Société susceptibles d'être émises immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à sept millions (7.000.000) d'euros, étant précisé que ce montant ne s'imputera pas sur le montant du plafond global de sept millions (7.000.000) d'euros, prévu au paragraphe 2 de la septième résolution ni, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à ladite résolution pendant la durée de validité de la présente résolution ;
 - en tout état de cause, les émissions de titres de capital réalisées exclusivement par une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier et ce en vertu de la présente délégation n'excéderont pas les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission (à titre indicatif, à ce jour l'émission de titres de capital réalisée par une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier est limitée à 20% du capital par an, ce seuil étant apprécié à la date de mise en œuvre de la présente délégation) ; et
 - à ce plafond s'ajoutera le cas échéant, le montant des augmentations du capital social résultant des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital.
3. Fixe à vingt-six (26) mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente résolution, étant rappelé qu'elle annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.
4. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution.
5. Prend acte du fait que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra, dans les conditions fixées par la loi et notamment par l'article L.225-134 du Code de commerce, limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée.
6. Prend acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières donneront droit.
7. Décide :

- conformément à l'article L.225-136 2° du Code de commerce, que le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché Alternext d'Euronext à Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital éventuellement diminuée d'une décote maximum de 20%, après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance ;
- que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel la conversion, le remboursement ou généralement la transformation, de chaque valeur mobilière donnant accès au capital pourra donner droit seront tels que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent.

8. Décide que le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :

- décider l'augmentation de capital et déterminer les valeurs mobilières à émettre ;
- décider le montant de l'augmentation de capital, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission, dans les conditions fixées ci-avant ;
- déterminer les dates et modalités de l'augmentation de capital, la nature, les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ; décider, en outre, dans le cas d'obligations ou d'autres titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L.228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé) et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; le cas échéant, ces titres pourraient être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créance, ou prévoir la faculté pour la Société d'émettre des titres de créance (assimilables ou non) en paiement d'intérêts dont le versement aurait été suspendu par la Société ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- déterminer le mode de libération des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre immédiatement ou à terme ;
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement) attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;
- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux titres émis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris par voie d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.
9. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

DIXIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport établi par le conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce :

1. Délègue au conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour décider d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société, avec ou sans droit préférentiel de souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale), notamment en vue d'octroyer une option de sur-allocation conformément aux pratiques de marché.
2. Décide que le montant des augmentations du capital social décidées par la présente résolution ne s'imputera pas sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 2 de la septième résolution de la présente assemblée ni, le cas échéant, sur le montant des plafonds prévus par des résolutions de même nature qui pourraient éventuellement succéder auxdites résolutions pendant la durée de validité de la présente délégation.
3. Décide que la présente autorisation est donnée pour une période de vingt-six (26) mois à compter du jour de la présente assemblée, étant rappelé qu'elle annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

ONZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, conformément à l'article L.225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport établi par le conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes,

En considération des augmentations de capital décidées aux résolutions précédentes et conformément d'une part aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-6 alinéa 1 et L.225-138-1 du Code de commerce, et d'autre part, à celles des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail :

1. Délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 3 % du capital social au jour de la décision du conseil d'administration, par émissions d'actions réservées aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne salariale (ou tout autre plan aux adhérents duquel les articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ou toute loi ou réglementation analogue permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) à mettre en place au sein d'une entreprise ou groupe d'entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes de la Société en application de l'article L.3344-1 du Code du travail ; étant précisé que les souscriptions des actions pourront être opérées soit en espèces soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société et devront être intégralement libérées à la souscription, que le montant nominal maximum des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à soixante-sept mille (67.000) euros, et que le montant maximum global des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation et de celles conférées en vertu des sixième, septième, et huitième résolutions de la présente assemblée est fixé, conformément au 2^{ème} paragraphe de la septième résolution, à soixante-sept mille (67.000) euros.

Fixe à vingt-six (26) mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation d'émission faisant l'objet de la présente délégation et décide que la présente délégation prive d'effets, dans la limite des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

2. Décide que le prix d'émission des actions sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du Code du travail.
3. Décide de supprimer, conformément à l'article L.225-138-1 du Code de commerce, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions dont l'émission fait l'objet de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs, en cas d'attribution à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués d'actions, à tout droit aux dites actions, y compris à la partie des réserves, bénéfiques ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution gratuite desdits titres faite sur le fondement de la présente résolution.
4. Autorise le conseil d'administration, dans les conditions de la présente délégation, à procéder à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) telles que prévues par l'article L.3332-24 du Code du travail, étant précisé que les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à un plan ou plusieurs plans d'épargne salariale visés à la présente résolution s'imputeront à concurrence du montant du capital social représenté par les actions ainsi cédées sur le montant du plafond visé au paragraphe 1 ci-dessus.

5. Décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet notamment :
- de mettre en place d'un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues aux articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ;
 - de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables ;
 - d'arrêter la liste des sociétés ou groupements concernés par la présente délégation, à savoir, en plus de la Société, la liste des sociétés ou groupements français liés à la Société ou qui lui seront liés dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.233-16 du Code de commerce ;
 - de fixer les conditions que devront remplir les bénéficiaires susvisés des actions nouvelles de la Société qui seront émises ;
 - d'arrêter les conditions et les modalités de l'émission des actions ;
 - de définir le montant des émissions, le prix de souscription des actions, les dates et les délais, les conditions et les modalités de souscription, de libération et de délivrance des actions émises, les règles de réduction applicables en cas de sursouscription dans les conditions légales et réglementaires ;
 - d'arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions porteront jouissance ;
 - de réduire, le cas échéant, le montant de l'augmentation du capital social de la société au montant des souscriptions effectivement reçues ;
 - de constater la réalisation définitive de toute augmentation du capital social de la Société qui résultera de la souscription par les bénéficiaires susvisés des actions nouvelles émises par le conseil d'administration en vertu de la présente délégation ;
 - d'imputer les frais, droits et honoraires qui seront occasionnés par toute augmentation du capital social de la Société ainsi réalisée sur le montant de la prime d'émission y afférente et prélever, le cas échéant, sur ledit montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital de la Société après chaque augmentation de capital ;
 - de procéder aux opérations matérielles permettant de parvenir à sa réalisation et notamment passer toute convention pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et décisions et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y seraient attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées ;
 - d'accomplir ou faire accomplir tous les actes et toutes les formalités permettant la parfaite et définitive réalisation de toute augmentation du capital social de la Société qui résultera de la présente délégation ou qui en seront la suite ou la conséquence, et de procéder ou de faire procéder aux modifications statutaires corrélatives et, plus généralement, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires dans le cadre du fonctionnement du plan d'épargne d'entreprise ou utiles ou nécessaires aux souscriptions, délivrances, jouissance, des actions nouvelles de la Société qui seront émises et créées en vertu de la présente délégation.

DOUZIEME RESOLUTION

Autorisation à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre et d'attribuer des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « BSPCE ») au profit d'une catégorie de personnes

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport établi par le conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes, et après avoir constaté que la Société satisfait les conditions imposées par l'article 163 bis G du Code Général des Impôts et que le capital social est entièrement libéré :

Sous réserve de l'adoption de la treizième résolution relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires,

1. Décide dans le cadre spécifique des émissions de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise prévues à l'article 163 bis G du Code Général des Impôts et des articles L.228-91 et L.228-92 du Code de commerce, d'autoriser le conseil d'administration à émettre à titre gratuit un nombre de bons de parts de créateur d'entreprise permettant d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximum de dix mille (10.000) euros, réservés à une catégorie de personnes ; étant précisé que le montant des augmentations de capital susceptibles de résulter de l'exercice de ces bons ne s'imputera pas sur le plafond prévu au paragraphe 2 de la septième résolution ci-après. Il est également précisé que le montant total des augmentations de capital susceptibles de résulter de l'exercice des BSPCE et des BSA (tels que visés à la présente résolution et à la quatorzième résolution) définitivement attribués par le conseil d'administration en application des douzième et quatorzième résolutions ne pourra être supérieur à dix mille (10.000) euros, de sorte que toute attribution de BSA réalisée en application de la quatorzième résolution viendra diminuer le nombre de BSPCE restant à attribuer sur la base de la présente résolution.
2. Décide que l'émission ainsi autorisée donnera le droit à chaque titulaire de souscrire, au moyen de chaque bon, une (1) action de la Société d'une valeur nominale de 0,05 euros, à un prix au moins égal (i) à 100% de la moyenne des cours cotés de l'action de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris aux vingt (20) séances de bourse précédant la date d'attribution, ou (ii) si la Société a procédé dans les six mois précédant la date d'attribution des bons à une augmentation de capital, au prix d'émission des titres dans le cadre de cette augmentation de capital ou (iii) au prix minimum prévu, le cas échéant, par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation.
3. Prend acte que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des bons, la renonciation des actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription aux actions résultant de l'exercice des bons.
4. Décide que les bons devront être émis par le conseil d'administration dans les dix-huit (18) mois de la présente assemblée générale et seront incessibles. Passé ce délai, les bons non attribués seront annulés.
5. Dans le cadre ainsi défini, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, et lui donne tous pouvoirs à l'effet de fixer pour chacun des bénéficiaires des BSPCE les conditions d'attribution et d'exercice des BSPCE, d'arrêter le règlement du plan d'émission des BSPCE et de faire signer aux bénéficiaires des BSPCE ledit règlement, et de réaliser l'émission de BSPCE en une ou plusieurs fois et aux moments qu'il jugera opportuns, d'en fixer les conditions et les modalités, et, en particulier, de procéder à l'attribution des bons entre les attributaires, étant précisé que les bons pourront être émis gratuitement.

En conséquence de l'émission des bons, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant correspondant à la valeur globale nominale des actions nouvelles émises en représentation de ces bons, soit un montant nominal maximum de dix mille (10.000) euros.

6. Les actions nouvelles résultant de l'exercice des bons devront être souscrites au plus tard, dans un délai de cinq (5) ans à compter de l'émission par le conseil d'administration des bons correspondants, faute de quoi les bons seront définitivement annulés sans aucun droit à indemnité en faveur des attributaires ; elles devront être intégralement libérées à la souscription, jouiront des mêmes droits et seront entièrement assimilées aux actions anciennes.
7. L'augmentation du capital social résultant de l'exercice des bons sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration d'exercice des bons, accompagnée du bulletin de souscription et du paiement, en numéraire ou par compensation avec des créances, de la somme correspondante.
8. À cet effet, l'assemblée générale confère au conseil d'administration tous pouvoirs pour faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'émission desdits bons de souscription et des actions qui en seront issues et notamment pour apporter annuellement aux statuts les modifications découlant des souscriptions et remplir toutes formalités consécutives.
9. En outre, le conseil d'administration prendra les dispositions nécessaires pour assurer la protection des porteurs de bons en cas d'opérations financières affectant le capital de la Société ; notamment par voie d'ajustement du nombre ou du prix des actions souscrites en exercice des bons, et ce, afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations.
10. Le conseil d'administration pourra également prendre toute mesure portant suspension temporaire des périodes d'exercice qui s'avérerait nécessaire à l'effet de préserver l'intérêt de la Société, et ce, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires.
11. L'assemblée générale décide, enfin, que la présente délégation prive d'effets, dans la limite des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

TREIZIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSPCE au profit des bénéficiaires désignés par le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 163 bis G du Code général des impôts

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité statutaires requises pour les décisions générales extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport établi par le conseil d'administration, et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes, et (iii) de l'adoption de la résolution précédente,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSPCE, au profit des bénéficiaires qui seront désignés, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, par le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 163 bis G du Code général des impôts, à savoir les membres du personnel salarié et les dirigeants de la Société soumis au régime fiscal des salariés.

QUATORZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions de la Société (les « BSA »), avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport établi par le conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-135, L.225-138 et L.228-92 du Code de commerce, et après avoir constaté que le capital social de la Société est entièrement libéré,

Sous réserve de l'adoption de la quinzième résolution relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires,

1. Délègue au conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission de bons de souscription d'actions de la Société (les « **BSA** »), avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes, étant précisé que la souscription des BSA pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.
2. Décide que le prix d'émission des BSA sera déterminé par le conseil d'administration de la Société conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et que le prix de souscription des actions résultant de l'exercice des BSA à émettre en application de la présente résolution sera déterminé par le conseil d'administration de la Société, étant précisé cependant que ce prix de souscription ne pourra être inférieur (i) à 100% de la moyenne des cours cotés de l'action de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris aux vingt (20) séances de bourse précédant la date d'attribution, ou (ii) si la Société a procédé dans les six mois précédant la date d'attribution des bons à une augmentation de capital, au prix d'émission des titres dans le cadre de cette augmentation de capital ou (iii) au prix minimum prévu, le cas échéant, par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation.
3. Décide de fixer comme suit les limites des montants des augmentations de capital autorisées en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence est fixé à dix mille (10.000) euros ; étant précisé que le montant des augmentations de capital susceptibles de résulter de l'exercice de ces bons ne s'imputera pas sur le plafond prévu au paragraphe 2 de la septième résolution ci-après. Il est également précisé que le montant total des augmentations de capital susceptibles de résulter de l'exercice des BSA et des BSPCE (tels que visés à la présente résolution et à la douzième résolution) définitivement attribués par le conseil d'administration en application des douzième et quatorzième résolutions ne pourra être supérieur à dix mille (10.000) euros, de sorte que toute attribution de BSPCE réalisée en application de la douzième résolution viendra diminuer le nombre de BSA restant à attribuer sur la base de la présente résolution,
 - à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des valeurs mobilières à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de BSA.
4. Constate que la présente délégation emporte de plein droit au profit des titulaires de BSA, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société susceptibles d'être émises sur exercice des BSA.

En conséquence de l'émission des bons, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant correspondant à la valeur globale nominale des actions nouvelles émises en représentation de ces bons, soit un montant nominal maximum de dix mille (10.000) euros.

5. Décide que le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, aura tous pouvoirs dans les conditions et limites fixées par la loi et prévues ci-dessus, pour procéder à l'émission des BSA et fixer l'ensemble des conditions et modalités de leur émission et notamment :
 - de fixer le prix d'émission des BSA et le prix de souscription des actions résultant de l'exercice des BSA conformément à la présente décision ;
 - d'arrêter la liste des bénéficiaires des BSA et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux ;
 - fixer les conditions d'exercice des BSA, arrêter le plan d'émission desdits bons et faire signer aux bénéficiaires des BSA le règlement du plan d'émission desdits bons ;
 - déterminer le nombre de BSA à émettre selon les modalités fixées par la présente délégation de compétence ;
 - décider le montant de l'augmentation de capital résultant de l'exercice des BSA, selon les modalités fixées par la présente délégation de compétence ;
 - déterminer les dates et modalités de l'émission des BSA ; modifier, pendant la durée de vie des BSA, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
 - déterminer le mode de libération des BSA et recueillir les souscriptions aux BSA et actions issues de l'exercice des BSA ;
 - fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux BSA à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, déterminer les modalités d'exercice des droits, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;
 - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux titres émis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
 - à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes ;
 - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de BSA ;
 - constater la réalisation de chaque augmentation de capital résultant de l'exercice des BSA et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation de compétence ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.
6. Décide que la présente délégation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter du jour de la présente assemblée générale et annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation antérieure ayant le même objet.
7. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où il viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

QUINZIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSA, au profit d'une catégorie de personnes composée de mandataires sociaux et de certains prestataires de la Société et de salariés des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce

L'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport du conseil d'administration, (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes visé à l'article L.225-135 du Code de commerce, et (iii) de l'adoption de la résolution précédente, décide :

- de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSA, conformément aux dispositions de l'article L.225-138 du code de commerce, au profit d'une catégorie de personnes composée de mandataires sociaux et de certains prestataires de la Société et de salariés des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, et
- de donner tout pouvoir au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour arrêter la liste des personnes au sein de cette catégorie de bénéficiaires et le nombre de BSA pouvant être souscrit par chacune d'elle.

SEIZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions remboursables (les « BSAR ») avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport établi par le conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment de l'article L.225-129-2 dudit Code, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants dudit Code :

1. Délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, de bons de souscriptions d'actions remboursables (BSAR), étant précisé que la souscription des BSAR pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.
2. Décide que le prix d'émission des BSAR et le prix de souscription des actions par exercice des BSAR, seront déterminés par le conseil d'administration de la Société conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
3. Décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital qui seront réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à trente-deux mille cinq cents euros (32.500 €) (soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,05 euro, un maximum de 650.000 actions) ; étant précisé que ce montant ne s'imputera pas sur le montant du plafond global de soixante-sept mille (67.000) euros prévu au paragraphe 2 de la septième résolution de la présente assemblée et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant des augmentations du capital social résultant des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital.

4. En cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation :
- décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors possédées par eux ;
 - prend acte du fait que le conseil d'administration a la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible ;
 - prend acte du fait que la présente délégation de compétence emporte de plein droit au profit des porteurs de BSAR émis, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit ;
 - prend acte du fait que, conformément à l'article L.225-134 du Code de commerce, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité d'une émission de BSAR décidée en application de la présente délégation, le conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - (i) limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions ;
 - (ii) répartir librement tout ou partie des BSAR dont l'émission a été décidée mais n'ayant pas été souscrites ;
 - (iii) offrir au public tout ou partie des BSAR non souscrits ;
5. Constate que la présente délégation emporte de plein droit au profit des titulaires de BSAR, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société susceptibles d'être émises sur exercice des BSAR.
- En conséquence de l'émission des BSAR, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant correspondant à la valeur globale nominale des actions nouvelles émises en représentation de ces bons, soit un montant nominal maximum de trente-deux mille cinq cents euros (32.500 €).
6. Décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
- de fixer le prix d'émission des BSAR et le prix de souscription des actions résultant de l'exercice des BSA conformément à la présente décision ;
 - fixer les conditions d'exercice des BSAR, arrêter le plan d'émission desdits bons et faire signer aux bénéficiaires des BSAR le règlement du plan d'émission desdits bons ;
 - déterminer le nombre de BSAR à émettre selon les modalités fixées par la présente délégation de compétence ;
 - fixer le nombre d'actions auquel donne droit l'exercice des BSAR ;
 - décider le montant de l'augmentation de capital résultant de l'exercice des BSAR, selon les modalités fixées par la présente délégation de compétence ;
 - déterminer les dates et modalités de l'émission des BSAR ; modifier, pendant la durée de vie des BSAR, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
 - déterminer le mode de libération des BSAR et recueillir les souscriptions aux BSAR et actions issues de l'exercice des BSAR ;
 - fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux BSAR à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, déterminer les modalités d'exercice des droits, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;
 - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux titres émis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes ;
 - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de BSAR ;
 - constater la réalisation de chaque augmentation de capital résultant de l'exercice des BSAR et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation de compétence ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.
7. Fixe à vingt-six (26) mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente résolution, étant rappelé qu'elle annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.
8. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par voie d'annulation d'actions de la Société dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, du rapport spécial des commissaires aux comptes et de l'adoption de la quatrième résolution,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce,

1. Autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à annuler en une ou plusieurs fois aux époques qu'il appréciera, pour une durée de (18) dix-huit mois à compter de la présente assemblée générale, les actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée à la quatrième résolution ou toute résolution ayant le même objet et la même base légale, dans la limite de 10% du capital social de la Société par période de vingt-quatre mois, et à procéder, à due concurrence, à une réduction du capital social, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital social qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations qui l'affecterait postérieurement à la date de la présente assemblée.
2. Autorise le conseil d'administration à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur le poste « Prime d'émission » ou sur tout autre poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de 10% de la réduction de capital réalisée.
3. Décide que ces opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris, dans les limites permises par la réglementation applicable, en période d'offre publique sur les titres de la Société.

4. Donne tout pouvoir au conseil d'administration, sous réserve du strict respect des textes légaux et réglementaires, avec faculté de subdélégation afin de :
- procéder à cette ou ces opérations d'annulation d'actions et de réduction de capital ;
 - arrêter le montant définitif de la réduction de capital ;
 - en fixer les modalités ;
 - en constater la réalisation ;
 - procéder à la modification corrélative des statuts de la Société ;
 - effectuer toutes les formalités et déclarations auprès de tous organismes ;
 - et d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire pour la mise en œuvre de la présente autorisation.

L'assemblée générale décide, enfin, que la présente autorisation prive d'effets, dans la limite des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

ANNEXE 3

EXPOSE DES MOTIFS DES RESOLUTIONS

Le texte des résolutions a été établi par le conseil d'administration de la Société et les motifs y afférents ont été exposés dans le rapport que ce dernier a établi à l'attention de l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 18 mai 2017 ainsi que dans le rapport de gestion.

Les actionnaires sont invités, par les **première et deuxième résolutions**, à approuver les comptes sociaux et l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016. La **troisième résolution** concerne les conventions réglementées, visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.

La **quatrième résolution** propose de consentir au conseil d'administration une autorisation à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce, ne pouvant conduire la Société, en toute hypothèse, à détenir directement ou indirectement plus de 10% de son capital social. Le prix minimum d'achat par action dans le cadre de cette résolution ne pourrait pas être supérieur à 10 euros, sous réserve d'ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société. Le montant des fonds destinés au programme de rachat d'actions s'élèverait à 2.000.000 €. Cette autorisation serait donnée pour une durée de dix-huit mois.

La **cinquième résolution** propose d'introduire dans les statuts de la Société, par la modification de l'article 11, une obligation pour les actionnaires de déclarer à la Société les franchissements de seuils, à la hausse ou à la baisse, de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 1/3, 2/3, et 90% de son capital ou de ses droits de vote sous peine de voir les titres privés de leurs droits de vote.

La **sixième résolution** propose de déléguer au conseil d'administration de la Société, dans la limite d'un plafond maximum de 67.000 €, la compétence à l'effet de décider l'augmentation du capital social de la Société par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres. Cette délégation serait consentie pour une durée de vingt-six mois.

La **septième résolution** propose de déléguer au conseil d'administration, dans la limite d'un montant maximum de 67.000 €, la compétence à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Cette délégation serait consentie pour une durée de vingt-six mois.

La **huitième résolution** propose de déléguer au conseil d'administration, dans la limite d'un montant maximum de 67.000 €, la compétence à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'offre au public de titres financiers. Cette délégation serait consentie pour une durée de vingt-six mois.

La **neuvième résolution** propose de déléguer au conseil d'administration, dans la limite d'un montant maximum de 67.000 €, la compétence à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions, dans le cadre d'une offre au profit notamment d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier. Cette délégation serait consentie pour une durée de vingt-six mois.

La **dixième résolution** propose de déléguer au conseil d'administration la compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription. Cette délégation serait consentie pour une durée de vingt-six mois.

La **onzième résolution** propose de déléguer au conseil d'administration la compétence, dans la limite de 3 % du capital social, de décider l'augmentation du capital social qui s'inscrirait dans le cadre des dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-6 alinéa 1 et L.225-138-1 et suivants du Code de commerce et L.3332-1 et suivants du Code du travail, à savoir une augmentation de capital réservée aux salariés de la Société adhérents d'un plan d'épargne.

Les **douzième et treizième résolutions** proposent d'autoriser le conseil d'administration à émettre et à attribuer des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« **BSPCE** ») avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des bénéficiaires désignés par le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 163 bis G du Code général des impôts, à savoir les membres du personnel salarié et les dirigeants de la Société soumis au régime fiscal des salariés. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de cette autorisation serait fixé à 10.000 euros. Cette autorisation serait donnée pour une période de dix-huit mois.

Il est précisé que le montant total des augmentations de capital susceptibles de résulter de l'exercice des BSA et des BSPCE définitivement attribués par le conseil d'administration ne pourra être supérieur à 10.000 euros, de sorte que toute attribution de BSPCE réalisée en application de la douzième résolution viendra diminuer le nombre de BSA restant à attribuer sur la base de la quatorzième résolution et inversement.

Les **quatorzième et quinzième résolutions** proposent de déléguer au conseil d'administration la compétence à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions de la Société (« **BSA** ») avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes composée de mandataires sociaux et de certains prestataires de la Société et de salariés des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de cette délégation serait fixé à 10.000 euros. Cette autorisation serait donnée pour une période de dix-huit mois.

La **seizième résolution** propose de déléguer au conseil d'administration, dans la limite d'un plafond de 32.500 €, étant précisé que celui-ci ne s'imputera pas sur celui prévu à la septième résolution, la compétence à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions remboursables (« **BSAR** ») avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Il est précisé que (i) le montant nominal maximum des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu des sixième, septième, huitième et onzième résolutions est fixé à soixante-sept mille euros (67.000 €) et que (ii) le montant nominal maximum des valeurs mobilières composées donnant accès par tous moyens au capital de la Société susceptibles d'être émises immédiatement ou à terme en vertu des septième, huitième et onzième résolutions de l'assemblée est fixé à sept millions (7.000.000) d'euros.

La **dix-septième résolution** propose de consentir au conseil d'administration une autorisation à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social de la Société par période de vingt-quatre mois. Cette autorisation serait donnée pour une période de dix-huit mois.

La **dix-huitième résolution** est destinée à conférer les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités consécutives à la tenue de l'assemblée générale.

ANNEXE 4

**DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS VISES PAR L'ARTICLE R.225-83 DU
CODE DE COMMERCE**

ANEVIA
Société anonyme
Capital social : 177.560,90 euros
Siège social : 79 rue Benoit Malon - 94250 Gentilly
448 819 680 RCS Créteil

Demande d'envoi de documents et renseignements visés par l'article R. 225-83 du Code de Commerce

Je soussigné(e)¹ : _____

Propriétaire de _____ actions nominatives / au porteur² inscrites en compte chez³ _____

_____ de la société Anevia, société anonyme au capital social de 177.560,90 euros dont le siège social est sis 79 rue Benoit Malon – 94250 Gentilly, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 448 819 680 RCS,

demande l'envoi de documents et renseignements, visés par l'article R. 225-83 du Code de Commerce, concernant l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 18 mai 2017.

Je demande en outre, dans le cadre des dispositions de l'article R. 225-88 alinéa 3 du Code de Commerce, à bénéficier de l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de Commerce à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.⁴

Ou

Je ne souhaite pas bénéficier de la faculté qui m'est offerte par l'article R. 225-88 alinéa 3 du Code de Commerce de recevoir, à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures, les documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de Commerce.⁴

Fait à _____ Le __

(Signature)

¹ Nom, prénoms, dénomination sociale, adresse

² Barrer la mention inutile

³ Indication de la banque, de l'établissement financier ou du courtier en ligne, etc. teneur de compte (le demandeur doit justifier de sa qualité d'actionnaire par l'envoi d'une attestation de détention délivrée par l'Intermédiaire habilité)

⁴ Cette disposition ne concerne que les actionnaires nominatifs – Barrer la mention inutile

ANNEXE 5

TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES SOCIAUX

| NATURE DES INDICATIONS | Exercice | Exercice | Exercice | Exercice | Exercice |
|--|------------|-----------|------------|------------|------------|
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| I. Capital en fin d'exercice | | | | | |
| Capital social | 95 683 | 95 683 | 124 564 | 152 900 | 152 900 |
| Nombre des actions ordinaires existantes | 95 683 | 95 683 | 2 491 298 | 3 057 994 | 3 057 994 |
| Nombre des actions de préférence (hors BSA Ratchet, BSA Relution, ...) | 12 965 | 12 965 | | | |
| II. Opérations et résultats de l'exercice | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 5 234 485 | 7 346 879 | 8 516 007 | 7 529 232 | 11 681 647 |
| Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | -1 049 459 | -192 253 | -3 687 109 | -4 631 871 | -206 245 |
| Impôts sur les bénéfices | -311 894 | -378 498 | -559 788 | -338 283 | -572 475 |
| Participation des salariés due au titre de l'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | -730 385 | 42 259 | -3 893 023 | -5 308 849 | 110 501 |
| Résultat distribué | | | | | |
| III. Résultats par action | | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotation aux amortissements et provisions | -7,71 | 1,95 | -1,26 | -1,40 | 0,12 |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | -7,63 | 0,44 | -1,56 | -1,74 | 0,04 |
| Dividende attribué à chaque action | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IV. Personnel | | | | | |
| Effectif salarié moyen en France | 39 | 41 | 51 | 51 | 55 |
| Montant de la masse salariale de l'exercice | 2 338 525 | 2 530 974 | 3 449 171 | 3 786 726 | 3 976 709 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales) | 1 053 087 | 1 183 832 | 1 595 038 | 1 796 825 | 1 869 642 |

ANNEXE 6

EXPOSE SOMMAIRE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

1. SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

1.1 Situation et évolution de l'activité de la Société et de ses filiales (le « Groupe ») au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires de la Société s'est élevé à 11 681 648 € contre 7.529.232 € au titre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 55,15 %.

Les différentes mesures stratégiques mises en œuvre par la direction générale durant l'exercice 2015 ont notamment permis à la Société d'atteindre, au premier semestre 2016, de forts taux de croissance : +146% par rapport au premier semestre 2015 et +10% par rapport au deuxième semestre 2015. Au cours du second semestre 2016, le taux de croissance a été de 4% par rapport au premier semestre, permettant ainsi à la Société de consolider son activité commerciale.

Le chiffre d'affaires réalisé par la Société sur le segment Entreprise au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'élève à 4,6 millions d'euros, représentant 40% du chiffre d'affaires de la Société et une augmentation de +21% par rapport à l'exercice 2015. Au second semestre 2016, la Société a bénéficié, sur ce marché, des résultats liés à la commercialisation, au mois de juin 2016, de son nouveau produit destiné au marché Entreprise, la tête de réseau Flamingo, livrée à l'ensemble de ses partenaires clients. Cette offre renouvelée a permis au Groupe de consolider et d'étendre ses partenariats existants.

Aujourd'hui, Anevia dispose d'une capacité de déploiement renforcée sur l'activité Entreprise, portée par une gamme de produits de nouvelle génération, basée sur des matériels standards et offrant des fonctionnalités étendues pour répondre aux nouveaux besoins et usages du marché.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, le segment Télécom a connu une dynamique solide, permettant à la Société de réaliser un chiffre d'affaires d'un montant total de 7 millions d'euros, représentant 60% du chiffre d'affaires de la Société et une augmentation de 89% par rapport à l'exercice 2015. L'activité au cours du second semestre 2016 a été particulièrement soutenue, et a ainsi permis à la Société de réaliser un chiffre d'affaires, sur ce seul semestre, supérieur à celui de l'ensemble de l'année 2015.

Au second semestre 2016, Anevia a poursuivi sa conquête de nouveaux clients sur le marché Télécom en signant des contrats pluriannuels avec six nouveaux opérateurs Telecom de premier plan à l'international :

- Cable Bahamas, l'un des câblo-opérateurs majeurs de la région des Caraïbes ;
- Outremer Telecom, le premier opérateur alternatif dans les départements d'outre-mer ;
- Un projet dans la région Baltique remporté avec Netgem pour un opérateur international ;
- Une filiale aux Etats-Unis d'un des plus grands groupes Telecom mondiaux ;
- Un câblo-opérateur américain ;
- Cellnex Telecom, en Espagne, l'un des principaux opérateurs indépendants d'infrastructures de télécommunications sans fil d'Europe.

Par ailleurs, le montant du contrat pluriannuel conclu entre la Société et Cablevision Argentina¹ au cours du premier semestre 2016, pour un montant initial d'environ un million d'euros, a été modifié au cours du

¹ Filiale du plus grand groupe de média argentin (le groupe Clarin), Cablevision Argentina est l'un des câblo-opérateurs majeurs en Amérique du Sud.

second semestre 2016 pour être porté à plus de deux millions d'euros. Ce contrat constitue le contrat le plus significatif conclu par la Société depuis sa constitution.

Au cours de l'exercice 2016, le Groupe a également signé de nouvelles commandes significatives avec plusieurs clients importants dont notamment : The Weather Channel aux Etats-Unis, au travers de son partenaire intégrateur Arris, Canal+ en France, ou encore Net+ en Suisse romande.

1.2 Faits marquants de l'exercice

1.2.1 *Activité*

Après un chiffre d'affaires de 5,7 M€ réalisé au premier semestre 2016, avec une marge brute de 76%, la Société termine l'année avec un CA de 11,7M€ et une marge brute de 78%.

Le montant des charges d'exploitation s'est élevé à 12.473.456€ pour l'exercice 2016, contre 13.617.181 € pour l'exercice précédent, soit une diminution de 8,2% représentant le fruit des restructurations entreprises en 2015.

La Société bénéficie d'un Crédit Impôt Recherche (CIR) et d'un crédit d'impôt innovation pour un total de 555.291€ au titre de l'exercice 2016 contre 315.095 €, au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à – 499 854€. Majoré du CIR, le résultat d'exploitation atteint ainsi 55.438 € sur l'exercice. L'objectif d'équilibre du résultat d'exploitation majoré du CIR que s'était donné la Société au cours de l'exercice 2016 a donc été atteint.

1.2.2 *Gouvernance*

Le conseil d'administration du 15 février 2016 a décidé de coopter Mr Frédéric Rombaut en tant qu'administrateur, en remplacement de Mr Brunot Rivet, représentant permanent de Seventure, administrateur démissionnaire.

Cette nomination a été ratifiée par l'assemblée générale du 15 juin 2016 pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle à tenir en 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

L'assemblée générale du 15 juin 2016 a décidé dans sa quatrième résolution de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Laurent Lafarge pour une durée de six années qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le conseil d'administration du 15 juin 2016 a décidé de réunir les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur Général, et a nommé Monsieur Laurent Lafarge en qualité de Président du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur. Ce dernier exerce ainsi le mandat de Président Directeur Général de la Société.

1.2.3 *Capitaux propres*

L'assemblée générale du 15 juin 2016 constatant que les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social de cette dernière suite à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015, et conformément aux dispositions des articles L.225-248 du code de commerce, a décidé de la poursuite de l'activité de la Société.

1.2.4 Emission et attribution de BSA 2015B et de BSPCE 2016A

- L'assemblée générale du 19 juin 2015 a décidé l'émission d'un nombre maximum de 250.000 BSA 2015 et a délégué sa compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'un nombre maximum de 250.000 BSA 2015. Il est précisé que ce nombre maximum de 250.000 bons est commun aux BSA 2015 et aux BSPCE 2015, de sorte que toute attribution de BSA 2015 viendra diminuer le nombre de BSPCE 2015 restant à attribuer, et inversement.

Faisant usage de la treizième résolution de l'assemblée générale du 19 juin 2015, le conseil d'administration du 15 février 2016, agissant sur délégation de compétence, a décidé d'émettre et d'attribuer 30.000 BSA 2015B au profit des administrateurs indépendants de la Société et de fixer les caractéristiques des BSA 2015B au profit des administrateurs indépendants de la Société, donnant chacun droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle de la Société moyennant un prix d'exercice de 3 € soit 0,05 € de valeur nominale et 2.95 € de prime unitaire, sous réserve d'ajustement dans les conditions légales et réglementaires. Il est précisé que le prix de souscription d'un BSA 2015B a été fixé à 0,15 €.

- L'assemblée générale du 15 juin 2016 a décidé l'émission d'un nombre maximum de 70.000 BSPCE 2016 et a délégué sa compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'un nombre maximum de 70 000 BSPCE 2016. Il est précisé que ce nombre maximum de 70 000 bons est commun aux BSA 2016 et aux BSPCE 2016, de sorte que toute attribution de BSPCE 2016 viendra diminuer le nombre de BSA 2016 restant à attribuer, et inversement.

Faisant usage de la quinzième résolution de l'assemblée générale du 19 juin 2015, le conseil d'administration du 22 septembre 2016, agissant sur délégation de pouvoir, a décidé d'attribuer 10 000 BSA 2016A au profit de salariés de la Société, conformément aux termes de l'article 163 bis G du Code général des impôts, donnant chacun droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle de la Société moyennant un prix d'exercice de 3,28 € soit 0,05 € de valeur nominale et 3.21 € de prime unitaire, sous réserve d'ajustement dans les conditions légales et réglementaires.

1.2.5 Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Le CICE d'un montant de 17.184 € a été comptabilisé en impôt négatif en diminution de l'impôt sur les sociétés, comme les autres crédits d'impôt.

Ce crédit d'impôt a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité, à travers notamment des efforts en matière de recherche, d'innovation, et de prospection de nouveaux marchés.

1.2.6 Contrat de liquidité

Dans le cadre de son introduction en bourse, Anevia a conclu un contrat de liquidité d'un montant de 150 K€ avec la société Gilbert Dupont, aux termes duquel Anevia donne mandat à Gilbert Dupont d'intervenir pour son compte sur le marché Alternext en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres de la Société.

Au 31 décembre 2016, figuraient au compte de liquidité 5.244 actions Anevia d'une valeur brute de 16.000 € et un solde en espèces de 19.000 €.

1.3 Évolutions prévisibles et perspectives d'avenir

Après avoir poursuivi son plan de marche tout au long de l'année et avoir atteint l'équilibre financier en 2016, l'entreprise entend :

- Poursuivre sa dynamique commerciale engagée en 2016 sur le secteur des télécommunications
- Capitaliser sur son offre renouvelée sur le secteur Entreprise et,
- Intensifier ses investissements R&D et commerciaux pour préparer la croissance de demain.

1.4 Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

1.4.1 *Augmentation de capital*

Lors de sa réunion en date du 6 février 2017, le conseil d'administration a décidé :

- d'utiliser la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2016 en vertu de sa quatorzième résolution ;
- d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal maximum de 24.661,20 euros par l'émission d'un nombre maximum de 493.224 actions ordinaires nouvelles (ci-après la ou les « Action(s) Nouvelle(s) »), ladite augmentation représentant un montant brut maximum de 1.972.896 euros (incluant une prime d'émission d'un montant total maximum de 1.948.234,80 euros) ;
- de maintenir le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre de l'émission des Actions Nouvelles ;
- de fixer le prix unitaire d'une Action Nouvelle à quatre (4) euros, incluant sa valeur nominale unitaire de 0,05 euro et une prime d'émission de 3,95 euros ;
- que les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits au porteur ou nominatif administré, ou leur prestataire habilité agissant en leur nom et pour leur compte, seront reçus jusqu'au 27 février 2017 inclus par les intermédiaires financiers habilités ;
- que les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds des souscripteurs dont les actions sont inscrites en compte au nominatif pur seront reçues sans frais jusqu'au 27 février 2017 inclus auprès de Société Générale Securities Services - 32, rue du Champ de Tir - BP 81236 - 44312 Nantes Cedex ; et
- que les Actions Nouvelles porteront jouissance courante et seront négociables sur le marché Alternext d'Euronext Paris à compter du 6 mars 2017.

Lors de sa réunion du 6 mars 2017 le conseil d'administration, connaissance prise du certificat du dépositaire en date du 6 mars 2017, a constaté, à l'unanimité :

- que 493.224 Actions Nouvelles, dont l'émission a été décidée par le conseil d'administration du 6 février 2017, ont été intégralement souscrites en numéraire, et libérées, tant du nominal que de la prime d'émission y afférents ;
- la réalisation définitive d'une augmentation du capital social d'un montant nominal de 24.661,20 euros, assortie d'une prime d'émission d'un montant total de 1.948.234,80 euros ; et
- que le capital social de la Société s'élève désormais à la somme de 177.560,90 euros, divisée en 3.551.218 actions ordinaires de 0,05 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Par ailleurs, le conseil d'administration du 6 février 2017, sur délégation de compétence de l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 15 juin 2016, a décidé :

- de prélever sur la prime d'émission, dont le montant global s'élève à 1.948.234,80 euros, la somme de 5.380,90 euros, et de l'affecter à la réserve légale afin que celle-ci soit portée à 10% du nouveau capital social (soit 17.756,09 €) ; et
- d'imputer sur le solde de ladite prime d'émission, l'ensemble des honoraires, droits et frais de toute nature relatifs à l'augmentation de capital envisagée et supportés par la Société.

La prime d'émission, après prélèvement affecté à la réserve légale, et après imputation des frais liés à l'augmentation de capital, s'élève à 1.832.018,90 €.

L'augmentation des fonds propres suite à cette augmentation de capital est donc de 1.862.061 € se décomposant ainsi :

Capital social : 24.661,20 € ;
Réserve Légale : 5.380,90 € ; et
Prime d'émission : 1.832.018,90 €.

2. RISQUES ET INCERTITUDES

En dehors des risques mentionnés au point 5 du Rapport Financier Annuel publié sur le site internet de la Société, Anevia n'a pas identifié de risques ou d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause l'évolution de son activité.

3. ELEMENTS FINANCIERS

3.1 Présentation du compte de résultat

Les chiffres significatifs du compte de résultat sont les suivants :

| COMPTE DE RESULTAT | 2015 | 2016 |
|---------------------------|---------------|--------------|
| Chiffre d'affaires net | 7 529 232 € | 11 681 648 € |
| Résultat d'exploitation | -5 171 740 € | -499 853 € |
| Résultat financier | 38 824 € | 15 208 € |
| Résultat exceptionnel | - 514 218 € | 22 672 € |
| Résultat net | - 5 308 850 € | 110 502 € |

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires s'est élevé à 11.681.648 € contre 7.529.232 € l'exercice précédent.

Le montant des produits d'exploitation s'élève à 11.973.602 € contre 8.445.441 € pour l'exercice précédent.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 3.976.709 € contre 3.786.726 € pour l'exercice précédent.

Le montant des charges sociales s'élève à 1.869.642 € contre 1.796.825 € pour l'exercice précédent.

L'effectif salarié moyen s'élève à 54,4 personnes contre 51,4 au titre de l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice 2016 ont atteint au total 12.473.456 € contre 13.617.181 € pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice 2016 à (499.853) € contre (5.171.740) € pour l'exercice précédent.

Tenant compte du résultat financier de 15.208 €, le résultat courant avant impôts s'établit à (484.645) € contre (5.132.915) € pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel ressort à 22.672 € contre (514.218) € au titre de l'exercice précédent.

Après prise en compte d'un produit d'impôt sur les sociétés de 572.475 €, l'exercice clos le 31 décembre 2016 se traduit par un profit de 110.501 € contre une perte de 5.308.849 € au titre de l'exercice précédent.

Présentation du bilan

3.1.1 Evolution de l'actif

| ACTIF IMMOBILISE (en €) | 31.12.2015 | 31.12.2016 |
|--|------------------|------------------|
| Immobilisations incorporelles nettes | 102 448 € | 55 703 € |
| Immobilisations corporelles nettes | 401 158 € | 422 708 € |
| Immobilisations financières | 175 310 € | 174 238 € |
| <i>dont titres de participations</i> | 74 € | 75 € |
| <i>dont créances rattachées à des participations</i> | 0€ | 0€ |
| <i>dont prêts</i> | 0 € | 0 € |
| <i>dont autres immo. financières</i> | 175 235 € | 174 164 € |
| TOTAL | 678 916 € | 652 649 € |

| ACTIF CIRCULANT (en €) | 31.12.2015 | 31.12.2016 |
|---|--------------------|--------------------|
| Stocks et encours | 559 777 € | 551 520 € |
| Avances et acomptes versés sur commande | 27 446 € | 5 466 € |
| Créances clients et comptes rattachés | 1 560 240€ | 2 028 654€ |
| Autres créances | 1 867 842€ | 1 369 205€ |
| Valeurs mobilières de placement | 0 € | 0 € |
| Disponibilités | 2 724 871€ | 2 086 144 € |
| Charges constatées d'avance | 51 144 € | 155 994 € |
| Capital appelé non versé | 13 070 € | 0 € |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 6 804 390 € | 6 196 984 € |
| TOTAL ACTIF | 7 493 560€ | 6 855 664€ |

3.1.2. Evolution du passif

| PASSIF (en €) | 31.12.2015 | 31.12.2016 |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| - Capital social ou individuel | 152 900€ | 152 900€ |
| - Primes d'émission, de fusion | 13 600 418 € | 13 607 168€ |
| - Réserve légale | 12 375 € | 12 375 € |
| - Réserves statutaires et autres | 5 365 € | 5 365 € |
| - Réserves réglées | 0 € | 0 € |
| - Report à nouveau | (9 346 550) € | (14 655 399)€ |
| - Résultat de l'exercice | (5 308 850) € | 110 501€ |
| TOTAL | (884 341) € | (767 090) € |
| Avances conditionnées | 500 000 € | 500 000 € |
| PROVISIONS | | |
| - Provisions pour risques | 10 254 € | 72 029 € |
| TOTAL | 510 254 € | 572 029 € |

| | | |
|--|--------------------|--------------------|
| DETTES | | |
| - Emprunts obligataires convertibles | 0 € | 0 € |
| - Dettes auprès des établissements de crédit | 2 513 333 € | 2 425 875 € |
| - Concours bancaires courants | 0€ | 0 € |
| - Emprunts et dettes financières diverses | 238 573€ | 107 416€ |
| - Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 163 753 € | 31 859 € |
| - Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 584 402 € | 1 272 821 € |
| - Dettes fiscales et sociales | 1 944 612€ | 2 002 669€ |
| - Dettes sur immo. et comptes rattachés | 0 € | 0 € |
| - Autres dettes | 184 619 € | 106 846 € |
| - Produits constatés d'avance | 1 235 751 € | 1 074 150 € |
| - Ecart de conversion passif | 2 606 € | 29 085 € |
| TOTAL | 7 867 648 € | 7 050 721 € |
| TOTAL GENERAL | 7 493 560€ | 6 855 664€ |

3.2 Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) tels qu'ils vous sont présentés, et qui font apparaître un bénéfice de 110.501 €, et de décider d'affecter ledit bénéfice en totalité, au compte « report à nouveau », ce qui aurait pour effet de porter le solde débiteur de ce compte de - 14 655 400 € à - 14 544 898 €.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2016 seraient de - 767 090 €.

Toutefois, compte-tenu de l'augmentation de capital constatée le 6 mars 2017 par le conseil d'administration, d'un montant nominal total de 24.661,20 euros, assortie d'une prime d'émission de 1.948.234,80 euros, les capitaux propres de la Société ont été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié de son capital social.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

3.3 Endettement de la Société

Au 31 décembre 2016, l'endettement de la Société ressort à 7.021.639 € contre 7.865.042 € au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2016 :

| | |
|--|--------------------|
| DETTES FINANCIERES | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 2 425 875 € |
| Emprunts et dettes financières divers | 107 416 € |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 31 859 € |
| DETTES D'EXPLOITATION | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 272 821 € |
| Dettes fiscales et sociales | 2 002 669 € |
| DETTES DIVERSES | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | 106 846 € |
| COMPTES DE REGULARISATION | |
| Produits constatés d'avance | 1 074 150 € |
| Total des dettes | 7 021 639 € |

Au 31 décembre 2015:

| | |
|--|--------------------|
| DETTES FINANCIERES | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 2 513 333 € |
| Emprunts et dettes financières divers | 238 573 € |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 163 753 € |
| DETTES D'EXPLOITATION | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 584 402 € |
| Dettes fiscales et sociales | 1 944 612 € |
| DETTES DIVERSES | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | 184 619 € |
| COMPTES DE REGULARISATION | |
| Produits constatés d'avance | 1 235 751 € |
| Total des dettes | 7 865 042 € |

La diminution des dettes financières provient du remboursement d'emprunts BPI contractés en 2013 et 2014. La majorité des emprunts ont un plan de remboursement qui ne commence pas avant 2018.

3.4 Continuité d'exploitation

Les comptes de l'exercice 2016 ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation.

Par ailleurs, il est rappelé que l'augmentation de capital constatée le 6 mars 2017, d'un montant nominal de 24.661,20 euros, assortie d'une prime d'émission de 1.948.234,80 euros, a permis de reconstituer les capitaux propres de la Société à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social et ainsi d'en assurer la continuité d'exploitation.